

PAR SYLVAIN HENRY

28 novembre 2019, 15:35, mis à jour le 28 novembre 2019, 17:29

Jean-Luc Delpuch : "Il faut reconnecter les intelligences de la recherche et de la décision publique dans les territoires"

Le président d'Hesam Université souligne tout l'intérêt, pour l'efficacité de l'action publique locale, de connecter la recherche aux problématiques territoriales. Un travail culturel est encore à mener auprès des décideurs et des élus locaux, souligne-t-il, en annonçant sa candidature pour un nouveau mandat à la tête de cette université fédérale.



Comment expliquer le fossé qui demeure entre décideurs publics et chercheurs, notamment dans les collectivités territoriales ?

Dans la fonction publique d'État, les décideurs, qu'ils soient technocrates ou politiques, sont principalement issus des grands corps et non des universités. Et ces formations de

la haute fonction publique ne jugent pas nécessaire de faire de la recherche. Nos hauts fonctionnaires de l'État se trouvent donc déconnectés du monde européen, où le fait de disposer d'un PhD [*équivalent du doctorat dans le système anglo-saxon, ndlr*] est souvent indispensable pour atteindre des postes à responsabilités. Certes, les grands corps n'existent pas dans la fonction publique territoriale, qui produit par ses concours des décideurs territoriaux de grande valeur, mais qui n'ont pas plus de pratique de la recherche dans leur cursus que leurs collègues de l'État. Les élus locaux sont quant à eux des gens de terrain pour lesquels la recherche est un univers un peu étrange, avec des chercheurs qu'ils imaginent dans leur tour d'ivoire, produisant des grilles d'analyse et des bibliographies dont ils ne voient pas l'utilité pour améliorer la vie quotidienne dans les territoires. Dans ce monde atomisé, Hesam Université s'attache à ouvrir les cloisons et à reconnecter toutes les intelligences, qu'elles viennent de la recherche ou de la décision publique.

Que vient trouver à Hesam Université la quinzaine d'acteurs du monde de la formation que vous fédérez (ENSCI-Les Ateliers, CNRS, Cnam, Arts et Métiers, Skema Business School, etc.) ?

Nous sommes une université fédérale qui regroupe des établissements d'enseignement supérieur et de recherche atypiques dans le monde de l'enseignement supérieur en France. Nos membres ne sont pas des universités au sens classique du terme, et la plupart n'ont pas statutairement la possibilité de développer de la recherche et de gérer des doctorats alors même qu'ils œuvrent fortement sur le champ de l'innovation. Ces acteurs s'appuient sur Hesam Université, établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, pour développer leur recherche académique et décerner des doctorats. Nous sommes ainsi une université indisciplinée parce que développant des interventions transdisciplinaires bien au-delà des sillons et des silos.

Mais comment connecter cette recherche à une réflexion professionnelle et la rendre opérationnelle ?

C'est notre mot d'ordre pour faire se rencontrer les uns et les autres : professionnaliser les académiques et académiser les professionnels. Nous travaillons ainsi à éviter que les chercheurs ne restent en vase clos, menant des travaux dont on ne perçoit pas forcément l'application professionnelle. Nous poussons les chercheurs à se questionner : comment votre recherche peut-elle nourrir une réflexion professionnelle ? Et de l'autre côté, nous invitons les professionnels, qu'ils soient dans des collectivités, des administrations de l'État ou des entreprises, à se projeter dans une méthodologie, une réflexivité et une prise de distance prospective. Les personnes qui nous rejoignent sont pour beaucoup des bac + 5 au parcours brillant qui se trouvent bloquées pour aller à l'international car ne disposant pas de PhD. Nous leur proposons des systèmes post-master qui leur permettent de venir un jour par semaine pour découvrir un laboratoire, une méthodologie ou une bibliographie tout en pratiquant leurs activités. Au bout d'un an de cette immersion dans le monde de la recherche, elles ont *a minima* les codes et le diplôme afférent *via* cette formation propédeutique et, pour certaines, se découvrent l'envie d'aller plus loin et d'entrer dans un cursus de thèse qui peut en partie passer par la validation des acquis de leur expérience. Beaucoup de professionnels ignorent en effet que leurs interventions quotidiennes peuvent relever du champ de la recherche.

Cette manière d'appréhender la recherche pour la rendre plus opérationnelle peut-elle se développer dans les territoires, auprès des collectivités et des forces vives locales ?

Nous y travaillons avec le programme "1 000 doctorants pour les territoires", qui a été initié dans la communauté de communes du Clunisois, que j'ai présidée. Cette initiative est en effet née d'une expérience de terrain : un étudiant de master y était venu travailler pendant cinq mois dans un service social pour, à l'issue, rédiger son mémoire. Nous voulions le garder, mais ne pouvions pas le recruter pendant trois ans, le temps qui lui était nécessaire pour faire sa thèse de doctorat. Nous avons alors découvert le dispositif – trop méconnu ! – du Cifre (pour conventions industrielles de formation par la recherche). Il s'agit d'une subvention intégralement financée par le ministère de

l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation [la subvention est en 2019 de 14 000 euros par an pendant trois ans pour un salaire minimum brut de 23 484 euros, nldr]. Ce dispositif, trop peu utilisé par les acteurs publics, est une chance pour les collectivités locales ! Nous avons ensuite développé, en 2017, le programme "1 000 doctorants pour les territoires", porté par Hesam Université, avec l'ambition de développer l'embauche de doctorants ainsi subventionnés dans les collectivités et leurs groupements associés. Notre plate-forme facilite la mise en relation entre futurs doctorants Cifre, acteurs publics ou associatifs et directeurs de thèse.

Ce programme "1 000 doctorants pour les territoires" peut-il contribuer à rendre l'action publique plus efficace dans les territoires et à répondre aux fractures territoriales ?

Ce projet correspond à l'esprit d'Hesam Université, qui dispose de 200 implantations dans toute la France. Nous avons ainsi un rapport aux territoires sans équivalent en termes de structures. Nous sommes présents dans les petites villes, les sous-préfectures... Cela nous permet de recruter des apprenants atypiques, des personnes travaillant dans des exploitations agricoles ou des PME qui ne seraient pas venues "à la ville" pour faire des études. Cela ouvre des horizons à de futurs doctorants qui peuvent se dire : "me voilà en capacité de mener un travail de recherche dans ma collectivité sur des problématiques qui concernent mon territoire".

Cela peut-il se greffer au programme "Action Cœur de ville" porté par le gouvernement et, en prolongement, au programme "Au cœur des territoires" du Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), qui permet à des villes moyennes d'accueillir un espace d'accès à la formation ?

Toutes ces initiatives doivent être complémentaires et se rejoindre. Dès lors qu'une demande de formation est effectuée, par exemple, dans un site géré par le Cnam, on pourrait imaginer que nous fassions intervenir des intervenants de nos établissements.

Mais chaque chose en son temps. Le Cnam déploie son programme et nous regardons comment nous pourrions combiner et enrichir l'offre proposée.

Hesam Université pilote un programme européen, initié en septembre, sur les enjeux d'économie circulaire. En quoi cela consiste-t-il ?

Ce programme européen intitulé "Interreg Europe" vient en soutien aux régions européennes en leur permettant de rendre leurs politiques publiques régionales plus pertinentes via des rencontres et des échanges de bonnes pratiques, notamment sur les problématiques de recherche et d'innovation, de développement durable ou de compétitivité. C'est dans cet esprit qu'a été retenu le projet baptisé "Color Circle", relatif aux coopérations liées à l'économie circulaire. L'événement de lancement s'est déroulé en septembre à Cluny avec des partenaires venus de toute l'Europe : République tchèque, Pays-Bas, Roumanie, Espagne... Nous avons confronté les innovations territoriales en matière d'économie circulaire, avec l'ambition de créer à terme un groupement européen d'intérêt économique. Nous pourrions ainsi, par la recherche territoriale, contribuer à la réconciliation européenne.

Votre mandat de président d'Hesam Université arrive à son terme en février. Serez-vous candidat à votre succession ?

Oui. Ce sur quoi nous nous sommes engagés dans le cadre de notre université indisciplinée doit s'inscrire dans la durée. Mais il faut se battre : quand vous développez des projets innovants, parfois, cela ne rentre pas dans les cases. Cela coince, cela heurte... Et nous ne disposons pas de grands moyens. La friction est positive quand elle provoque le mouvement et non quand elle entraîne de la déperdition de chaleur.